

**Association pour la Gestion du Restaurant Inter-
Administratif**

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
2 rue Scatisse
30000 Nîmes

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

2 rue Scatisse

30000 Nîmes

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Manguio, le 3 juin 2026
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUDIT

Mathieu DRENO

Signé par Mathieu Dreno
Le 3 juin 2026

In Extenso doc_Wbqn
signature électronique bx_Yy8r570kEJZO

Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	61 880	47 257	14 623	21 090	6 467	30.66
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	30		30	30		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	61 910	47 257	14 653	21 120	6 467	30.62
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	41 580		41 580	30 284	11 296	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	123 520		123 520	115 572	7 949	6.88
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	303 369		303 369	72 708	230 661	317.1
	Valeurs mobilières de placement	500 000		500 000	500 000		
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	57 409		57 409	297 995	240 586	80.73
	Charges constatées d'avance (2)						
	Total II	1 025 878		1 025 878	1 016 558	9 320	0.92
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 087 788	47 257	1 040 531	1 037 678	2 853	0.27

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	386 562		386 562			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	312 580		115 113		197 467	171.54
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	13 285		197 467		184 183	93.27
	Situation nette (sous total)	712 427		699 142		13 285	1.90
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	712 427		699 142		13 285	1.90
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés						
	Total II						
	Provisions pour risques	12 000		12 000			
	Provisions pour charges	31 658		41 907		10 249	24.46
DETTES (1)	Total III	43 658		53 907		10 249	19.01
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	103 531		84 639		18 891	22.32
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	111 604		123 383		11 780	9.55
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	69 312		76 606		7 294	9.52
	Instruments de trésorerie						
TOTAL GENERAL	Produits constatés d'avance						
	Total IV	284 446		284 629		182	0.06
	Ecarts de conversion passif (V)						
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		1 040 531		1 037 678		2 853	0.27

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

284 629

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	846 253		853 416		7 163	0.84
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	974 557		909 955		64 603	7.10
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	41 907		136 082		94 175	69.20
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	3 366		50		3 316	NS
Total I	1 866 083		1 899 502		33 419	1.76
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	1 123 453		1 073 516		49 937	4.65
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	8 057		7 346		711	9.68
Salaires et traitements	532 589		473 485		59 104	12.48
Charges sociales	163 804		172 836		9 032	5.23
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 467		6 178		289	4.68
Dotations aux provisions	31 658		12 000		19 658	163.82
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	55		53		2	3.07
Total II	1 866 083		1 745 414		120 669	6.91
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			154 088		154 088	100.00

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	14 761		26 100		11 339	43.45
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	14 761		26 100		11 339	43.45
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)	14 761		26 100		11 339	43.45
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	14 761		180 188		165 427	91.81
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion			2 493		2 493	100.00
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			60 584		60 584	100.00
Total V			63 077		63 077	100.00
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			41 907		41 907	100.00
Total VI			41 907		41 907	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			21 170		21 170	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 476		3 890		2 414	62.06
Total des produits (I+III+V)	1 880 844		1 988 679		107 835	5.42
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 867 559		1 791 211		76 348	4.26
5. EXCEDENT OU DEFICIT	13 285		197 467		184 183	93.27

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le règlement ANC N°2022-06 qui vise à moderniser et simplifier les états financiers s'applique obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Il a pour effet de supprimer la comptabilisation d'opérations en transfert de charges et de définir et modifier le résultat exceptionnel.

Sur cet exercice, les incidences sont:

- Les avantages en nature du personnel véhicule et les remboursements d'indemnités journalières par les organismes sociaux sont dorénavant inscrits au crédit des comptes de charges en 649.
- Les avantages en nature du personnel nourriture sont dorénavant inscrits au crédit du compte 708.
- Les dotations et reprises de la provision pour les indemnités de départ à la retraite sont intégrés dans le résultat d'exploitation en compte 681 500 et 781 500 au lieu de 687 500 et 787 500.
- Les produits auparavant qualifiés d'exceptionnels (772 010) correspondant aux annulations des badges sont désormais des produits d'exploitation (758 700).
- La provision pour IDR est en 152 100 au lieu de 153 000.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.
Pour mémoire, en 2024, un changement avait été initié concernant la comptabilisation des participations des administrations (subventions). A partir de l'exercice clos en 2024, les subventions 2024 sont comptabilisées en produit à recevoir et donc à l'exercice auquel elles se rattachent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	313		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	21 437		
Installations générales agencements aménagements divers	1 667		
Matériel de transport	48 261		
TOTAL	71 366		
Autres participations	30		
TOTAL	30		
TOTAL GENERAL	71 708		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		313		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		9 486	11 952	11 952
Installations générales agencements aménagements divers			1 667	1 667
Matériel de transport			48 261	48 261
TOTAL		9 486	61 880	61 880
Autres participations			30	30
TOTAL			30	30
TOTAL GENERAL		9 799	61 910	61 910

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	313		313	
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		21 437		9 486	11 952
Installations générales agencements aménagements divers		267	556		823
Matériel de transport		28 571	5 911		34 482
TOTAL		50 276	6 467	9 486	47 257
TOTAL GENERAL		50 589	6 467	9 799	47 257
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	556				
Matériel de transport	5 911				
TOTAL	6 467				
TOTAL GENERAL	6 467				

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	386 562				386 562
Report à nouveau	115 113	197 467		0-	312 580
Excédent ou déficit de l'exercice	197 467				13 285
Situation nette	699 142				712 427
TOTAL I	699 142	197 467		0-	712 427

Tableau de variation des fonds propres - générosité du public

ANC 2018-06 : Art. 432-22

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	386 562							386 562
Report à nouveau	115 113			394 935		197 467		312 580
Excédent ou déficit de l'exercice	197 467			184 183-				13 285
TOTAL	699 142			210 752		197 467		712 427

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

Néant

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	41 907	31 658	73 565		
Autres provisions pour risques et charges	12 000			31 658	43 658
TOTAL	53 907	31 658	73 565	31 658	43 658
TOTAL GENERAL	53 907	31 658	73 565	31 658	43 658
Dont dotations et reprises d'exploitation		31 658	41 907		

La provision de 12 000 constituée en 2024 pour un litige avec un salarié a été maintenue.
La provision pour IDR a été comptabilisée en charge d'exploitation, conformément au règlement de l'ANC N° 2022-06.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	123 520	123 520	
Personnel et comptes rattachés	681	681	
Taxe sur la valeur ajoutée	229	229	
Débiteurs divers	302 459	302 459	
TOTAL	426 890	426 890	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	103 531	103 531		
Personnel et comptes rattachés	42 418	42 418		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	58 966	58 966		
Impôts sur les bénéfices	1 476	1 476		
Taxe sur la valeur ajoutée	6 788	6 788		
Autres impôts taxes et assimilés	1 956	1 956		
Autres dettes	69 312	69 312		
TOTAL	284 446	284 446		

Variation des fonds propres

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Variation détaillée des stocks et des en-cours

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Approvisionnements				
- Matières premières	35 182	23 670	11 512	
- Autres approvisionnements	6 398	6 614		216
Total I	41 580	30 284	11 512	216
Production				
Production en cours				

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	302 459
Disponibilités	25 000
Total	327 459

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 520
Dettes fiscales et sociales	58 331
Total	60 851

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Charges et produits constatés d'avance

Subventions d'équipement

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 3 800 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 3 800
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 euro

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Crédit bail

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci après:

- Régime d'indemnité de départ à la retraite

Les provisions sont évaluées et comptabilisées selon les critères suivants:

- Age de départ à la retraite: 67 ans
- Taux d'augmentation annuel des salaires: 2%
- Taux d'actualisation: 3,25% net

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	1 163
55 à 59 ans	6 à 10 ans	4 365
45 à 54 ans	11 à 20 ans	20 798
35 à 44 ans	21 à 30 ans	5 332
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		31 658

Hypothèses de calculs retenues

Les provisions sont évaluées et comptabilisées selon les critères suivants:

- Age de départ à la retraite: 67 ans
- Taux d'augmentation annuel des salaires: 2%
- Taux d'actualisation 3,25% net

	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité	10 833	20 825	31 658

Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet
2 rue Scatisse
30000 NÎMES

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2025

Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif

Association régie par la Loi du 1er juillet

2 rue Scatisse

30000 NÎMES

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'Association pour la Gestion du Restaurant Inter-Administratif,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Nîmes, le 3 juin 2026
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUDIT

Mathieu DRENO

Signé par Mathieu Dreno
Le 3 juin 2026

In Extenso
signature électronique

doc_q0X
bx_Yy8r570kEJZO

Associé

